

FRUITS & LÉGUMES

Vente solidaire contre la vie chère

Crise porcine : les solutions justes pour les éleveurs et les consommateurs



- 1.** Avec des prix moyens de fruits & légumes de plus en plus élevés, la recommandation « Mangez 5 fruits & légumes » est tout à fait inaccessible pour un très grand nombre de familles. 43 % des français en mangent insuffisamment. Sans parler du bio, 70 % plus cher que les produits conventionnels !
- 2.** Malgré ces prix, les producteurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts. **Les revenus des agriculteurs ont baissé de 25 % ces deux dernières années.**
- 3.** **Les marges excessives de la grande distribution en sont la principale cause.** Les grandes enseignes réalisent des marges de 30 à 50 % sur les produits frais : des cerises vendues 6 € le kilo rapportent seulement 0,90 € au paysan.
- 4.** Les parlementaires du PCF/FDG ont déposé **une proposition de Loi permettant l'encadrement des marges de la grande distribution.** Un coefficient pourrait être appliqué dès maintenant à tous les produits de base, garantie d'un juste prix aux consommateurs et paysans.
- 5.** Les communistes tiennent dans toute la France le **20 août une vente à prix coûtant de fruits & légumes**, opération annuelle que le PCF co-organise avec le Modéf (Mouvement de Défense des Exploitants Familiaux)

Crise porcine

Concentration de la production, démantèlement des outils du marché européen, travailleurs déplacés dans les abattoirs, des cours du porc inférieur aux coûts de production, **tous les ingrédients du capitalisme sont réunis.**

Face à un gouvernement installé dans les annonces incantatoires et la réunionite, la droite amnésique feint de rappeler que c'est elle qui a fait le choix de la libéralisation des prix agricoles en France comme à l'OMC il y a presque 30 ans.

Parce qu'il faut de vraies réponses pour sortir de la libre concurrence, du dumping social et rémunérer le travail paysan, le Parti Communiste Français par la voix de ses députés va déposer une proposition de loi. Conférence annuelle sur les prix agricoles, obligation d'indication d'origine des produits alimentaires, encadrement des marges distributeur avec coefficient multiplicateur en seront les outils. **Pour affronter avec courage l'Europe de la spéculation, la proposition de loi visera notamment à instaurer des prix indicatifs rémunérateurs et des stocks de sécurité alimentaire.**

Les communistes prennent 4 engagements

1. Produire en quantités suffisantes une alimentation saine et accessible. Face au défi alimentaire, la production agricole doit être soutenue par de nouvelles politiques publiques. L'indépendance alimentaire doit être garantie. La relocalisation des productions doit privilégier la satisfaction des besoins humains.

2. Vivre dignement de son travail. Des paysans justement rémunérés sont la condition d'installation de jeunes. Cette exigence vaut pour les salariés de l'agro-alimentaire. Cela passe par des prix rémunérateurs garantis, la planification de la production et la régulation des marchés, la production et la répartition des terres agricoles, le soutien public aux exploitations et aux filières les plus fragiles. La redistribution de la valeur ajoutée au bénéfice des producteurs est essentielle.

3. Engager la transition écologique de l'agriculture. À la culpabilisation d'un secteur empêtré dans le productivisme nous proposons d'en sortir par le haut : promotion de bonnes pratiques agronomiques, aptes à maintenir durablement les rendements ; diversification des productions ; amélioration de la complémentarité entre cultures et élevages. La recherche agronomique doit être dédiée à la conquête de ce nouveau développement.

4. Promouvoir un aménagement équilibré des territoires. Les paysans sont des acteurs économiques et sociaux majeurs des espaces ruraux européens. Le rôle qui est le leur dans l'aménagement des territoires doit être reconnu, soutenu et encouragé par une politique de maintien des services publics.

Ces enjeux alimentaires interpellent nos civilisations. Ils appellent un nouveau mode de développement. C'est le sens de la contribution populaire à l'écriture du projet d'émancipation humaine que vient de formuler le PCF : « La France en commun ».

Nous invitons le monde agricole, salarié, citoyen, à construire des majorités d'idées et de projets sans attendre. L'occasion nous est donnée lors des élections régionales, d'encourager l'agriculture paysanne et la transition écologique en relocalisant notre alimentation.